

Adapter son modèle d'affaires face aux changements climatiques et à la perte de biodiversité : par où commencer ?

JOURNÉE DE DIALOGUE

COMPTE-RENDU DU 14 SEPTEMBRE 2023



Une initiative de



En collaboration avec



Montréal 

Avec l'appui financier de

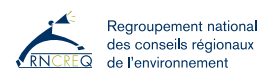


TABLE DES MATIÈRES

03

UNE JOURNÉE POUR
OUTILLER LES ACTEURS
ET ACTRICES ÉCONOMIQUES

03 Objectifs de la journée: comprendre,
se parler, agir

03 Biodiversité et adaptation au climat,
deux enjeux urgents à intégrer par
les organisations économiques

06

BLOC 1 – ÉTAT DES
LIEUX DE L'ADAPTATION
AUX CHANGEMENTS
CLIMATIQUES ET DE LA
PERTE DE BIODIVERSITÉ AU
QUÉBEC

10

BLOC 2 – ÉTUDE
DE CAS CONCRETS

12

BLOC 3 – OUTILS
DISPONIBLES
ET INDICATEURS
À SUIVRE POUR AGIR

15

ATELIERS: COMMENT
INTÉGRER CONCRÈTEMENT
LA BIODIVERSITÉ
ET L'ADAPTATION AUX
MODÈLES D'AFFAIRES?

15 Renforcer la formation et l'accompagnement

15 Briser les silos

16 Changer d'approches collectives

16 Miser sur l'existant

16 Mobiliser les pouvoirs publics

16 Arrimer les ressources financières
aux besoins

17

ANNEXES

18

CONTACTS

UNE JOURNÉE POUR OUTILLER LES ACTEURS ET ACTRICES ÉCONOMIQUES

Près de 100 personnes étaient présentes au Planétarium de Montréal le 14 septembre 2023 à la journée de dialogue « **Adapter son modèle d'affaires face aux changements climatiques et à la perte de biodiversité: par où commencer?** ».

Événement inédit organisé par le Partenariat Climat Montréal et le collectif G15+, cette journée à huis clos a rassemblé des représentant.e.s d'organisations économiques, syndicales, mais aussi d'institutions publiques et parapubliques et des organismes experts en biodiversité et adaptation aux changements climatiques. Le Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ) et Espace pour la vie ont également apporté leur appui financier à l'événement.

OBJECTIFS DE LA JOURNÉE: COMPRENDRE, SE PARLER, AGIR

Cette journée de dialogue avait pour objectifs de:

1 —

Développer une compréhension commune des enjeux d'adaptation aux changements climatiques et de biodiversité dans une perspective économique;

2 —

Partager des exemples concrets et des outils pour appuyer la mise en action;

3 —

Identifier des conditions gagnantes et des pistes d'action pour agir.

BIODIVERSITÉ ET ADAPTATION AU CLIMAT, DEUX ENJEUX URGENTS À INTÉGRER PAR LES ORGANISATIONS ÉCONOMIQUES

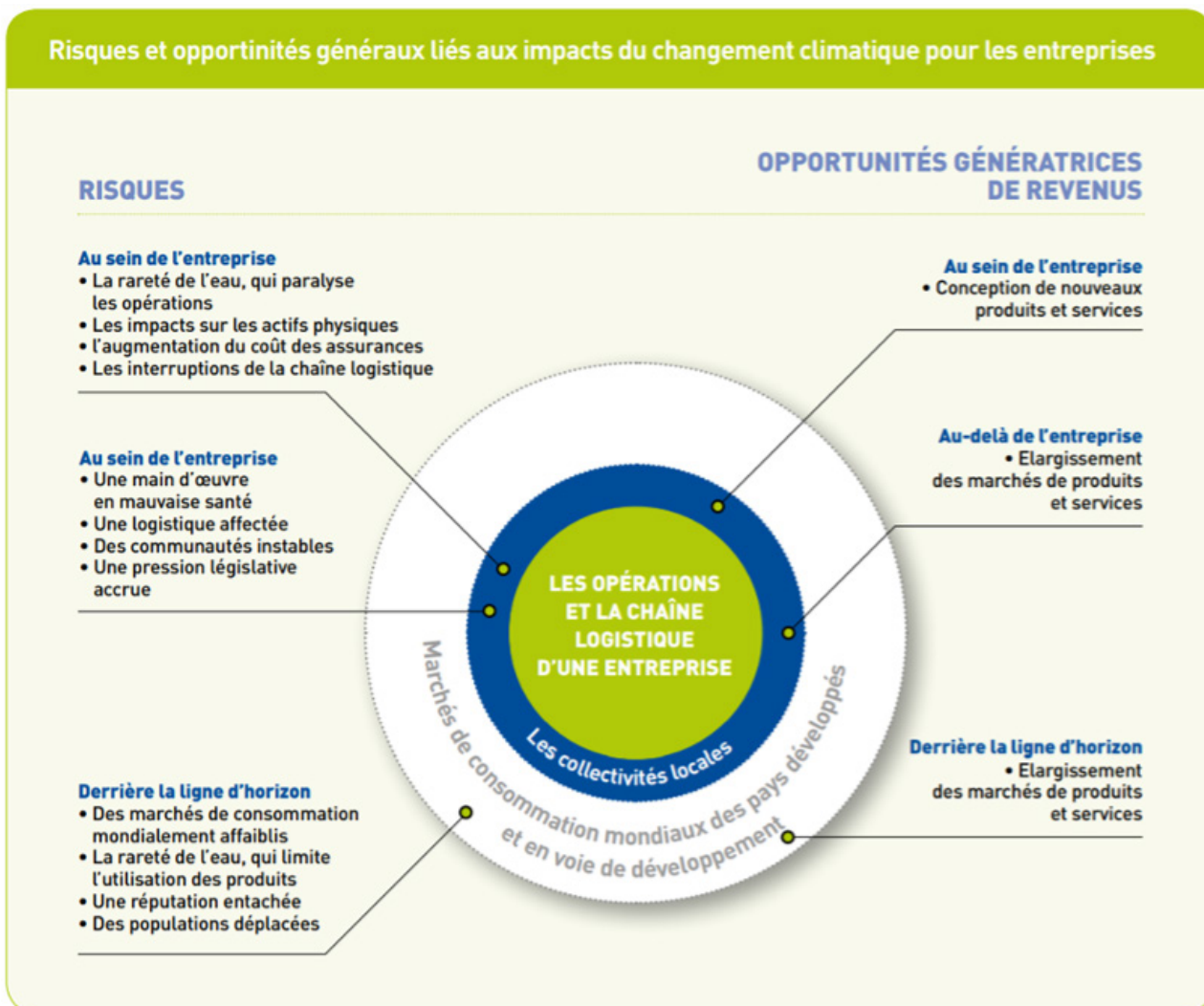
L'année 2023 a été marquée par plusieurs événements climatiques extrêmes au Québec, des tempêtes de verglas aux inondations en passant par les feux de forêt. Selon Philippe Gachon, spécialiste du climat de l'UQAM, **le nombre de désastres naturels et climatiques au Québec est passé de 711 par an à plus de 3200 dans la dernière décennie**¹.

En parallèle, on observe une perte de services écologiques essentiels pour le développement économique (par exemple, la pollinisation par les insectes, la séquestration du carbone, la filtration de l'eau ou la protection contre l'érosion).

1. Débat électoral 2022 à l'UQAM | Économie, santé et environnement: au centre des préoccupations du Québec. 08 septembre 2022. tv.uqam.ca/grand-debat-electoral-2022

Le dérèglement climatique et la perte de biodiversité représentent déjà des coûts significatifs pour les entreprises et soulèvent plusieurs questions concrètes:

- Comment peut-on sécuriser son activité quand le réseau électrique ne fonctionne plus pendant plusieurs jours ou que les routes sont impraticables?
- Comment peut-on travailler en extérieur quand la chaleur est insupportable et l'air irrespirable?
- Comment peut-on éviter les ruptures d'approvisionnement si les matières premières disparaissent ou se dégradent?
- Comment peut-on avoir des prévisions financières fiables et un modèle d'affaires solide si les risques climatiques se multiplient?



Source: «Les entreprises et l'adaptation au changement climatique» (2014), sur le site *Entreprises pour l'environnement et Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique*. Consulté le 15 août 2023. www.epe-asso.org/les-entreprises-et-ladaptation-au-changement-climatique-avril-2014/

Adapter ses modèles d'affaires pour intégrer ces risques et y faire face est la clé pour assurer la résilience des infrastructures, la pérennité des investissements, éviter les ruptures d'approvisionnement et favoriser le bien-être de la main-d'œuvre.

L'engouement pour cette journée a montré que **le milieu économique est préoccupé par ces enjeux et veut mettre l'épaulé à la roue**. La question est de savoir: par où commencer ?

QUELQUES CITATIONS

«L'heure n'est plus à l'ambiguïté ni à l'inaction. Nous sommes à la croisée des chemins. Il est urgent d'agir pour la pérennité des entreprises, la survie des écosystèmes et de nos sociétés dans leur ensemble.»

— **Karl Blackburn**, président et chef de la direction du Conseil du patronat du Québec, membre du collectif G15+

«Pour faire face au déclin de la biodiversité et au dérèglement climatique, notre système économique doit respecter les limites de nos écosystèmes. C'est pourquoi Montréal s'est dotée d'un Plan Climat et d'une feuille de route en économie circulaire. Pour relever ces enjeux collectifs, toutes les parties prenantes de la société doivent faire partie de l'effort.»

— **Marie-Andrée Mauger**, mairesse de l'arrondissement de Verdun, membre du comité exécutif de la Ville de Montréal et responsable de la transition écologique et de l'environnement

«La nature est la meilleure alliée pour s'adapter aux effets des changements climatiques. Près d'un tiers des réductions d'émissions de gaz à effet de serre qui sont nécessaires au cours de la prochaine décennie pourrait être réalisé grâce aux écosystèmes naturels, s'ils sont bien gérés et protégés.»

— **Tristan Tyrrell**, Programme Management Officer, Biodiversity and Climate Change au Secrétariat de la Convention de la diversité biologique

«Avec le Plan pour une Économie Verte 2030 et le Plan Nature 2030, le gouvernement souhaite aider concrètement les entreprises québécoises à emboîter le pas de la transition écologique et à développer des pratiques écoresponsables et innovantes. Les acteurs économiques sont des maillons essentiels pour développer un Québec plus vert, prospère et durable.»

— **Agnès Grondin**, adjointe parlementaire du ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs du Québec, volet eau et biodiversité

BLOC 1 - ÉTAT DES LIEUX DE L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LA PERTE DE BIODIVERSITÉ AU QUÉBEC

Animation

LEÏLA COPTI

Présidente fondatrice de COPTICOM, Stratégies et relations publiques

FAITS SAILLANTS

- 1 — Les changements climatiques ont déjà des conséquences pour tous les secteurs économiques. En plus des plans de réduction des émissions de gaz à effet de serre, planifier l'adaptation est indispensable.
- 2 — Les mesures d'adaptation ne doivent pas se substituer aux efforts d'atténuation. Ces derniers sont encore largement insuffisants. Si les objectifs de décarbonation ne sont pas atteints, il sera physiquement impossible de s'adapter.
- 3 — Les enjeux de lutte et d'adaptation climatique doivent être appréhendés de façon intégrée avec les enjeux de sauvegarde de la biodiversité.
- 4 — Pour accroître la résilience, la prise en compte des impacts sur les humains est cruciale. Les vulnérabilités aux changements climatiques sont exacerbées par des déterminants socio-économiques.

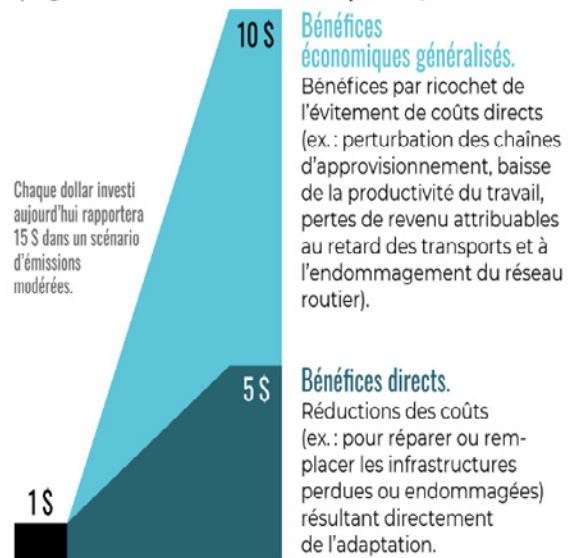
Julien Bourque
Analyste politique principal, gestion des enjeux
à l'Institut climatique du Canada

— « L'adoption de mesures d'adaptation proactives diminue de moitié les coûts des changements climatiques. Lorsqu'on la conjugue à une réduction mondiale des émissions, ces coûts sont divisés par quatre. »

— **Les impacts des changements climatiques ralentissent la croissance du PIB.** Depuis 2010, les coûts associés aux catastrophes météorologiques représentent déjà de 5 à 6 % de la croissance annuelle du PIB au Canada.²

- La hausse de la température aura un effet dévastateur sur la productivité, particulièrement dans les secteurs économiques où le travail s'effectue à l'extérieur ou dans des endroits peu climatisés. Au Canada, selon un scénario d'émissions élevées, **les changements climatiques pourraient faire perdre 128 millions d'heures de travail par année d'ici la fin du siècle, soit l'équivalent de 62 000 emplois à temps plein³.**
- Les pertes à l'exportation augmenteront à mesure que les coûts augmentent et que la compétitivité diminue. Les importations et les investissements ralentissent à mesure que la production diminue⁴.
- **D'ici 2025, les dommages liés au climat ralentiront la croissance économique du Canada de 25 milliards de dollars (3 milliards au Québec) par rapport à un scénario de climat stable, soit 50 % de la croissance projetée du PIB pour l'année. Ces pertes pourraient atteindre 78 à 101 milliards de dollars d'ici 2050 pour le Canada et 4,5 à 8 milliards de dollars pour le Québec⁵.**

L'adaptation proactive est un investissement judicieux qui génère des retombées économiques majeures.



Source : Institut climatique du Canada (2022) *Limiter les dégâts : réduire les coûts des répercussions climatiques au Canada*. p.15

— Les entreprises et les pouvoirs publics ont tout intérêt à travailler ensemble pour identifier les risques climatiques et investir dès maintenant dans l'adaptation.

Chaque dollar dépensé pour mettre en œuvre les principales mesures d'adaptation au Canada peut entraîner des économies à long terme de 13 \$ à 15 \$.

2. Institut climatique du Canada. 2020. [La pointe de l'iceberg. Composer avec les coûts connus et inconnus des changements climatiques au Canada](#)

3. Institut climatique du Canada. 2021. [Les coûts des changements climatiques pour la santé. Comment le Canada peut s'adapter, se préparer et sauver des vies.](#)

4. Institut Climatique du Canada. 2022. [Limiter les dégâts. Réduire les coûts des impacts climatiques pour le Canada.](#)

5. Ibid.

Dominique Gravel
Professeur à l'Université de Sherbrooke
et directeur de Biodiversité Québec

— «Alors que la sauvegarde de la biodiversité est souvent perçue comme un frein au développement économique, rappelons que plus de 50 % du PIB mondial dépend d'une nature en santé.»

— **La biodiversité est multi-dimensionnelle et omniprésente dans les activités économiques.** Tous les secteurs bénéficient de services gratuits pourvus par la nature soit de façon directe (ex. : agriculture, foresterie, pêche...) ou indirecte (ex. : restauration, papeterie). Par conséquent, **la perte de biodiversité a des effets en cascade sur l'ensemble des secteurs.**

— **Les menaces sur la biodiversité sont aussi multiples et transversales,** allant des choix d'aménagement urbain, des pratiques de gestion forestière, aux pollutions. Les changements climatiques et les espèces invasives représentent aussi des facteurs importants de perturbation des écosystèmes.

— La première étape du processus d'adaptation est de reconnaître et de comprendre l'enjeu, par **l'accès à l'information.** Afin d'outiller les gestionnaires, **Biodiversité Québec** a développé un portail⁶ pour colliger les données d'observation, améliorer le suivi de la biodiversité au Québec et rendre accessibles des synthèses et des analyses au public.

Sidney Ribaux
Directeur du Bureau de la transition écologique et de la résilience
de la Ville de Montréal

— «Entre 2009 à 2018, les paiements d'assurance pour les pertes résultant de catastrophes naturelles ont dépassé le milliard de dollars par an au Canada.»

— La Ville de Montréal fait face à plusieurs défis comme la maintenance des infrastructures, les coûts des dommages, les interventions d'urgence... Par exemple, l'épisode de verglas du 5 avril 2023 a causé des pannes d'électricité majeures et des dégâts matériels liés aux chutes d'arbres. Les coûts et pertes subies par la population et les commerçants peuvent représenter des sommes importantes après 4 à 5 jours sans électricité : coût de réparation des dommages, perte de nourriture, perte de gain pour les travailleurs autonomes ou de revenu pour les entreprises, stress et anxiété, etc.

— La Ville de Montréal a intégré l'adaptation à son Plan Climat 2020-2030 et développé des outils d'aide à la décision : une carte interactive recensant les [îlots de chaleur](#), de [vulnérabilités aux changements climatiques](#) et de zones prioritaires à verdir, sur l'île de Montréal⁷. Le BTER lancera une série d'études d'ici la fin de 2023 sur le développement d'une analyse de résilience climatique, une analyse de la capacité d'adaptation ainsi que de son intégration dans la révision des indices de vulnérabilité aux changements climatiques.

6. Pour accéder au portail : biodiversite-quebec.ca/fr

7. Pour accéder aux cartes interactives du BTER : experience.arcgis.com/experience/944e0b7104bd491591cc-ca829da24670/page/Page/

Dre Mylène Drouin

Directrice régionale de santé publique à la Direction régionale de santé publique – CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

— « Les travailleurs extérieurs, les premiers répondants et les travailleurs exposés à une source de chaleur sont plus à risque face aux changements climatiques. »

- **Les changements climatiques ont des impacts concrets sur la qualité de vie et la santé physique et mentale des travailleurs.** On parle autant d'enjeux d'écoanxiété que de maladies cardiovasculaires, d'aggravation de maladies respiratoires et d'allergies. Les travailleurs ne sont pas également vulnérables face aux changements climatiques.
- **La vulnérabilité vient à la fois de l'exposition aux risques, du niveau de sensibilité et de la capacité d'adaptation.** Ces facteurs sont de plusieurs natures: l'âge, le revenu, le niveau de scolarité, le lieu de résidence, l'état de santé général... Aussi, les travailleurs sont plus ou moins vulnérables selon leur niveau d'exposition (par exemple, les travailleurs en extérieur, les travailleurs exposés à la chaleur ou les premiers répondants en cas de catastrophe sont plus à risque d'être exposés), selon leur niveau de sensibilité (par exemple, s'ils sont plus âgés ou atteints de maladies chroniques) et enfin de leur capacité d'adaptation (par exemple s'ils n'ont pas accès à la formation et à l'information sur le risque au moment opportun).
- Pour une entreprise, **la résilience passe par une prise en compte des risques pour ses travailleurs et la mise en place de mesures d'adaptation multiples.** Par exemple, mettre en place:
 - Des mesures d'aménagement des bâtiments pour réduire la chaleur (ventilation intérieure, réduction des îlots de chaleur par des toits blancs et du verdissement) ou améliorer la qualité de l'air (filtration des particules fines PM 2,5);
 - Des mesures d'aménagement du temps de travail en période de canicule ou de smog (espaces mobiles pour pauses pour les travailleurs extérieurs);
 - Des plans de mesure d'urgence pour l'entreprise et des plans d'adaptation aux changements climatiques avec un volet santé-sécurité des travailleurs;
 - Un service de garderie temporaire pour permettre aux parents de travailler lorsque les écoles sont fermées à cause de catastrophes.

Jeanne Robin

Directrice principale de Vivre en Ville

— « Une clé pour protéger nos milieux naturels et réduire nos émissions de gaz à effet de serre, c'est la sobriété foncière: utiliser moins de territoire pour une même population. »

- La crise climatique et celle de la biodiversité sont interreliées, tant dans leurs causes que dans leurs conséquences. Plusieurs solutions peuvent permettre d'agir sur les deux crises en même temps.
- Les entreprises ont plusieurs leviers à leur disposition pour gérer l'inévitable et éviter l'ingérable:
 - 1 — Localisation écoresponsable (p. ex.: ne pas construire sur des milieux naturels, favoriser la proximité pour réduire les temps de transport);
 - 2 — Aménagement du site et bâtiment (p. ex.: gérer les eaux de pluie, favoriser l'accessibilité à la mobilité durable et active); et
 - 3 — Révision des pratiques d'approvisionnement, des opérations et des procédés (p. ex.: favoriser les fournisseurs avec des pratiques écoresponsables).
- Deux principes clés doivent guider les organisations:
 - 1 — Miser sur les infrastructures naturelles et les services écosystémiques. Les solutions nature sont à la fois positives pour la biodiversité et pour le climat.
 - 2 — Renforcer l'organisation sociale et les solidarités. Un filet social solide avec une cohésion forte est un facteur clé de la résilience.

BLOC 2 - ÉTUDE DE CAS CONCRETS

Animation

HANS MAROTTE

Conseiller politique à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

FAITS SAILLANTS

- 1 — La mise en action des organisations découle de la prise de connaissance des données mais aussi de l'affect (par ex. : avoir été touché directement par les changements climatiques).
- 2 — Intégrer l'adaptation aux changements climatiques et la préservation de la biodiversité à son modèle d'affaires demande de commencer par une évaluation transversale des risques et une fine compréhension des vulnérabilités.
- 3 — Face au contexte d'incertitude, il faut adapter constamment ces stratégies.
- 4 — La mise en action en adaptation et en biodiversité demande de créer des partenariats en dehors de son milieu : avec les biologistes, les experts du climat et de la santé, mais aussi les communautés citoyennes locales ou les municipalités.

Philippe Bourke

Directeur activation et intégration développement durable chez Hydro-Québec

— «Selon le Forum économique mondial, l'échec de l'action climatique constitue une des menaces les plus importantes dans les cinq à dix prochaines années. L'adaptation est donc un choix économique crucial pour les organisations.»

- **Cas d'étude :** Présentation du premier plan d'adaptation aux changements climatiques 2022-2024 d'Hydro-Québec et de sa stratégie 2022-2026 en faveur de la biodiversité. Les derniers événements météorologiques ont mis en évidence la vulnérabilité des infrastructures d'Hydro-Québec à plusieurs égards.
- Le plan d'adaptation a commencé avec une **analyse de vulnérabilité approfondie**, incluant l'évaluation de la vulnérabilité des actifs et des activités; la détermination des principaux impacts des changements climatiques et l'évaluation des risques pour chacun afin de cibler les meilleurs **axes d'intervention**.
- La stratégie biodiversité s'est elle aussi basée sur plusieurs **ateliers internes pour brosser un portrait des enjeux de biodiversité prioritaires à Hydro-Québec**. Un exemple concret de changement de pratique guidé par cette stratégie est la mise en place d'une approche en collaboration avec les municipalités : la gestion différenciée de la végétation dans les emprises de lignes de transport.

Olivier Joyal

Vice-président exécutif, Terre & Environnement, Stratégie & Exécution chez WSP

— «La transition vers une économie positive pour la nature permettra de créer 395 millions d'emplois verts d'ici 2030. Plusieurs cadres existent déjà pour que les entreprises intègrent des considérations liées à la nature dans leur développement.»

- **Cas d'étude:** Présentation des actions d'accompagnement que WSP mène avec les entreprises en matière de biodiversité et d'adaptation.
- Il y a une **demande croissante du marché pour une meilleure compréhension des risques et des opportunités liés à la nature**. C'est pourquoi WSP accompagne une diversité d'organisations dans la **mise en place d'un processus TNFD** (*Taskforce on Nature-related Financial Disclosures*).
- Plusieurs exemples concrets ont été présentés:
 - Projet de construction d'autoroute au Kenya dont le tracé a été dévié pour prendre en compte les passages migratoires des girafes.
 - Accompagnement d'entreprises minières pour leur permettre d'avoir un impact net positif sur la biodiversité: production d'études sur les risques liés à la dégradation des écosystèmes et identification de mesures de mitigation. Les résultats de ces rapports sont utilisés pour suivre les stratégies de durabilité à l'interne et sont divulgués aux autorités de régulation et aux communautés autochtones.
 - Développement d'études pour évaluer l'impact des feux de forêt sur les saumons.

Sophie Pepin

Vice-présidente, Lovepac

— «Cette année, c'est l'équivalent de 7 à 8 années de récolte qui ont brûlé avec les feux de forêt pour notre compagnie.»

- **Cas d'étude:** Lovepac est une PME québécoise spécialisée dans l'emballage et la mousse de calage.
- **Lovepac illustre plusieurs enjeux communs aux PME:** elles sont exposées à des risques croissants comme le renchérissement du prix du pétrole, des risques sur leur chaîne d'approvisionnement avec une dégradation de leurs matières premières (dans ce cas-ci, la ressource en bois, mise à mal par les feux de forêt). Elles ont aussi envie de s'engager pour l'environnement, mais compte sur une petite masse salariale et des moyens financiers restreints.
- Sophie Pepin a présenté l'accompagnement dont Lovepac a bénéficié grâce au Parcours Transition Écologique proposé par la Ville de Montréal (anciennement «parcours développement durable»), qui outille les PME pour réduire leur empreinte environnementale. Lovepac a ainsi mis en place un système de **recyclage** en récupérant les retailles de mousse des clients et a longuement **travaillé pour inciter ses fournisseurs à adopter des pratiques écoresponsables**, à savoir le recyclage. Les innovations que Lovepac a développé en matière de retaille et de circularité des rebuts lui ont permis de **réduire ses besoins de consommation de bois**.
- Lovepac est allée plus loin pour renforcer la résilience de son modèle d'affaires. Elle a fait l'acquisition d'une filiale de bois en Beauce pour **sécuriser son approvisionnement**, ce qui lui permet de mieux gérer ses coûts et de bénéficier de matières premières de qualité et responsables.

BLOC 3 - OUTILS DISPONIBLES ET INDICATEURS À SUIVRE POUR AGIR

Animation

ALLISON REYNAUD

Co-directrice partenariats et développement du Partenariat Climat Montréal

FAITS SAILLANTS

- 1 — La hausse des risques liés aux changements climatiques et à la perte de biodiversité pourrait rendre de nombreuses entreprises non assurables.
- 2 — L'adhésion de parties prenantes clés (directions, cadres intermédiaires, employés) est importante pour une mise en action. Cela nécessite une première étape de compréhension et d'appropriation des enjeux dans leur complexité.
- 3 — Plusieurs outils d'évaluation des risques et de financement de projets favorables au climat et à la nature sont déjà mobilisables.

Mickael Brard

Co-fondateur de COOP Sens Climat

— «Savoir ne fait pas forcément agir. Allons chercher les expériences plutôt que de faire lire des rapports!»

— Pour engager une organisation dans des démarches favorables au climat et à la nature, il est important d'engager l'ensemble de l'équipe. Toutefois, cela peut être difficile car les individus croulent sous les informations et les sujets liés à l'environnement peuvent paraître lointains, trop politiques ou trop techniques.

— La première étape pour susciter l'adhésion est de **faire comprendre l'ampleur des enjeux**. Être confronté à la réalité permet de mieux imaginer comment s'adapter.

— Mais pour passer de la connaissance à l'action, il faut **briser les biais cognitifs**. Pour cela, **faire appel aux expériences vécues** personnelles et aux émotions est utile en plus des données scientifiques. COOP Sens Climat propose des outils pour former les équipes, mais aussi créer un dialogue et permettre l'appropriation de ces informations par les participant.e.s, notamment avec les outils de **Fresques**⁸.

8. Pour accéder aux outils proposés par Coop Sens Climat: www.sensclimat.coop

Joanna Eyquem

Directrice générale - infrastructures résilientes au climat, Centre Intact d'adaptation au climat

— « Nos économies sont ancrées dans la nature, et non extérieures à celle-ci. On ne peut pas séparer les deux. »

— Le Centre Intact d'adaptation au climat a développé un outil pratique pour évaluer la gestion des risques climatiques physiques et préparer la divulgation de ces risques (par ex. TCFD) : les **matrices de risques climatiques**⁹. Ces matrices sont utilisées par les entreprises, les conseils d'administration, les investisseurs institutionnels, les commissions des valeurs mobilières et les agences de notation. **Elles sont opérables concrètement et se déclinent en six secteurs d'activités.**

— Pour la biodiversité, des outils existent également. Les actifs naturels, c'est-à-dire les stocks de ressources et d'écosystèmes naturels (ex. : les champs, les milieux humides, les forêts et les rivières) produisent des services écosystémiques (d'approvisionnement, de régulation et de soutien

ou encore culturels) qui ne sont pas générés par les infrastructures grises. Mais la valeur de ces services n'est pas suffisamment intégrée dans les bilans financiers, ce qui n'encourage pas à les préserver. Pour renforcer la résilience climatique et accroître la valeur économique et sociale des actifs naturels, le Centre Intact a présenté un rapport¹⁰ pour **inscrire la nature et sa valeur financière au bilan comptable des organisations**. En explorant plusieurs approches à l'international et études de cas dans les municipalités, le Centre Intact propose plusieurs approches pour évaluer la valeur des services rendus par les actifs naturels et les inclure dans les bilans comptables : a) évaluation directe au prix du marché ; b) préférence révélée ; et c) préférence déclarée.

Marc-André Binette

Chef adjoint, immobilier, fonds et co-investissements, Fondation

— « Les acteurs de la finance et de l'investissement doivent développer des outils pour pouvoir mesurer leur impact en collaboration avec des experts locaux et des organisations environnementales et de conservation. »

— La finance a un rôle clé pour mieux protéger la biodiversité à plusieurs échelles : l'évaluation et l'intégration des coûts des changements climatiques et de la perte de biodiversité, mais aussi la mobilisation de capitaux vers des initiatives bénéfiques.

— **Fondation a présenté plusieurs initiatives clés en biodiversité.** L'entreprise a fait des maillages avec la communauté scientifique (SNAP Québec, Biodiversité Québec) et la CDPQ pour développer des indicateurs spécifiques à la biodiversité pour les investisseurs du Québec¹¹. Le projet est en cours de développement et servira à outiller les acteurs de la finance.

— En termes d'accompagnement, Fondation développe des diagnostics de performance globale des portefeuilles de ses clients, incluant des critères en lien avec la nature. Elle offre également de l'aide au développement de stratégie immobilière durable, en prêtant attention à la durabilité du bâti, les aspects sociaux et les communautés durables, ainsi que du soutien aux stratégies d'agroforesterie durables, grâce au marché des crédits carbone et des mécanismes de finance mixte (LDN, URAPI et Écotierra).

9. Pour consulter la matrice de risques climatiques, voir le rapport de Bakos, K., & Feltmate, B. 2023. [Passer de la rhétorique à l'action : intégrer le changement climatique physique et les risques liés aux phénomènes météorologiques extrêmes dans les investissements institutionnels](#), Centre Intact d'adaptation au climat. U. Waterloo.

10. Pour consulter le rapport, voir Eyquem, J. L., Church, B., Brooke, R. et Molnar, M. 2022. [Inscrire la nature au bilan : la valeur financière des actifs naturels à l'ère des changements climatiques](#). Centre Intact d'adaptation au climat. U. Waterloo.

11. Pour accéder au communiqué de lancement de l'initiative : Fondation. 8 décembre 2022. [Lancement d'un projet collaboratif de développement d'indicateurs de biodiversité pour les investisseurs québécois](#)

Paul Copti

Vice-président principal, services aux entreprises, Lussier

« Le secteur de la réassurance traverse sa transformation la plus significative depuis l'ouragan Katrina et la crise financière mondiale de 2008. Cette mutation découle entre autres des pertes croissantes dues aux catastrophes naturelles. »

- Les coûts en assurance liés aux changements climatiques ne font qu'augmenter. Après une série de catastrophes naturelles en 2017, comme l'ouragan Irma, la **perte moyenne assurée due aux catastrophes au cours des six années suivantes a atteint un impressionnant 111 milliards de dollars en termes réels**, soit près du double de la moyenne des six années précédentes. Et la tendance ne faiblit pas. **Entre 2020 et 2023, les taux pour s'assurer face aux catastrophes naturelles sont passés de 10 à 40 %.**
- Les incendies de forêt, la pandémie mondiale, les troubles géopolitiques, l'inflation des sinistres et la dépréciation des actifs en raison de la montée des taux d'intérêt ont **contribué à une chute de 17% du capital de réassurance en 2022**. Les fréquences accrues de catastrophes en 2023 conduisent, par exemple aux États-Unis, à ce que certains assureurs primaires, subissant les pires pertes, se retirent d'États à forte exposition, comme la Floride et la Californie. **Cette situation crée un manque de capacité sur le marché direct.**
- Il est **crucial d'alerter les acteurs économiques sur cette hausse croissante des coûts d'assurance qui vont se répercuter sur les entreprises, les ménages et les pouvoirs publics**. L'Amérique du Nord a 3 ans de retard en matière d'assurance sur les changements climatiques par rapport à l'Europe. En France par exemple, les catastrophes naturelles sont partiellement prises en charge par l'État. Il faut que les décideurs publics et les grands joueurs privés collaborent pour développer des fonds et des mécanismes solides face aux risques imminents.
- Lussier propose un [questionnaire](#) pour permettre aux entreprises d'évaluer leur niveau d'exposition à des risques liés aux changements climatiques et à la perte de biodiversité.



ATELIERS : COMMENT INTÉGRER CONCRÈTEMENT LA BIODIVERSITÉ ET L'ADAPTATION AUX MODÈLES D'AFFAIRES ?

Durant l'après-midi, des ateliers participatifs ont été organisés afin d'identifier les conditions gagnantes de l'action au sein des organisations pour mieux intégrer les changements climatiques et la biodiversité aux modèles d'affaires. Voici les principaux points qui en sont ressortis :

RENFORCER LA FORMATION ET L'ACCOMPAGNEMENT

- Soutenir le développement d'offres d'accompagnement par des firmes de conseil spécialisées sur l'adaptation aux changements climatiques et la préservation de la biodiversité et en faciliter l'accès, en particulier pour les PME;
- Renforcer le partage de connaissances, de bonnes pratiques et l'apprentissage par les pairs via les chambres de commerce ou regroupements professionnels;
- Accorder plus de temps et de ressources dédiées à l'interne des organisations pour former les équipes aux enjeux climatiques et de biodiversité;
- Apprendre des organisations ayant un pas d'avance (ex. : en Europe); et
- Rendre accessibles certaines solutions d'adaptation et les incarner par des exemples concrets (ex. : *business case*);
- Développer une offre d'outils spécifiques pour accompagner les PME.

BRISER LES SILOS

- Accroître le dialogue entre les acteurs privés, y compris les concurrents, pour mettre en commun les informations: par exemple, par des groupes de travail intersectoriels;
- Faire travailler entre elles des équipes qui n'ont pas l'habitude de se parler: de par leur nature transversale, l'adaptation aux changements climatiques et la sauvegarde de la biodiversité doivent faire collaborer les équipes opérationnelles, les gestionnaires, etc.
- Mobiliser toutes les parties prenantes de l'organisation et de la chaîne d'approvisionnement. Par ex. collaborer étroitement avec les fournisseurs et avec les syndicats;
- Mettre en place des gouvernances collaboratives en renforçant les partenariats et en décloisonnant les milieux de travail; et
- Accroître la coordination avec les pouvoirs publics et entre les ministères.

CHANGER D'APPROCHES COLLECTIVES

- Changer de langage sur le climat et la biodiversité: les aborder de façon intégrée, y compris avec des discours sur la santé, le social et l'équité;
- Déconstruire l'image de l'adaptation aux changements climatiques et de la préservation de la biodiversité comme étant des coûts et des contraintes supplémentaires, mais aborder plutôt les perspectives positives qui en ressortent (possibilité d'innovation, meilleure qualité de vie au travail, solidité financière).
- Accroître le développement de connaissance en intégrant des indicateurs de suivi sur les impacts humains des changements climatiques; et
- Changer de cibles: en dehors de la rentabilité économique, prendre en compte des indicateurs sur les écosystèmes et la qualité de vie.

MISER SUR L'EXISTANT

- Utiliser les plans d'urgence en place et les bonifier avec une perspective de changements climatiques; et
- Arrimer le plan de développement durable ou stratégie en biodiversité avec le plan stratégique global.

MOBILISER LES POUVOIRS PUBLICS

- Pour développer des standards communs, la réglementation doit inclure des exigences plus élevées concernant l'adaptation aux changements climatiques et la sauvegarde de la biodiversité. Par exemple, avoir des critères obligatoires dans les appels d'offres; et
- Alléger le fardeau administratif et bureaucratique et faire preuve d'agilité réglementaire pour l'adaptation.

ARRIMER LES RESSOURCES FINANCIÈRES AUX BESOINS

- Arrimer la finance privée et publique autour des mêmes priorités;
- Donner des moyens financiers pérennes pour adapter les infrastructures. Par exemple, développer des subventions pour les aménagements favorisant une meilleure gestion de l'eau et verdissement; et
- Donner des moyens financiers aux municipalités et aux organisations qui en ont besoin en taxant les comportements indésirables (écofiscalité).

ANNEXES

LISTE DES ORGANISATIONS PRÉSENTES

ACHAT	Espace pour la vie à la Ville de Montréal	Ouranos
Aéro Montréal	ÉTS	Partenariat Climat Montréal
Aéroports de Montréal	Excellence Industrielle Saint-Laurent	Polytechnique
Assemblée nationale du Québec	EY	Pomerleau
Association des firmes de génie-conseil – Québec (AFG)	Finance Montréal	Port de Montréal
Bell	Fondation	PSP Investments
Biothermica	Fondation David Suzuki	Québec Net Positif / PME sobre en carbone
BTÉR	Fondation du Grand Montréal	Quo Vadis
CCGclimat	Fonds Climat du Grand Montréal	RNCREQ
CDPQ	FTQ	Rousseau Lefebvre
Centrale des syndicats du Québec	Groupe Mach	Secrétariat de la Convention de la diversité biologique
Centre Intact d'adaptation au climat	Groupe Montoni	SNAP
Chambre de commerce de l'Est de Montréal	Hydro-Québec	Société de Transport de Montréal (STM)
Chambre de commerce du Montréal Métropolitain	Illo économie	Syndicat canadien de la fonction publique
Chantier de l'économie sociale	Institut climatique du Canada	TC Transcontinental
Conseil du Patronat du Québec	Institut du développement durable des Premières Nations Québec-Labrador	Tohu
Cook it	Investissement Québec	Tourisme Montréal
COOP Sens Climat	JCCM	Unifor
COPTICOM	Kabane	Union des municipalités du Québec
Conseil du Patronat du Québec (CPQ)	Lemay	Université de Sherbrooke
CRE Montréal	Loto Québec	Université McGill
Desjardins	Lovepac	Université de Montréal
DRSP	Lufa	Université du Québec à Montréal (UQAM)
Écotech Québec	Lussier	UPA
Ellio	Masse Critique	Ville de Montréal
Énergir	McMillan	Vivre en Ville
EnviroCompétences	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	WSP
Équiterre		

POUR ALLER PLUS LOIN

[Une liste des ressources utiles pour commencer une démarche en adaptation et biodiversité](#)

[Les faits saillants de la démarche d'audit](#)



Contacts:

Partenariat Climat Montréal
delphine@climatmontreal.com

Collectif G15+
contact@g15plus.quebec